



MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

MARCHÉ DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE, ECS, DE CLIMATISATION ET DE LA VENTILATION

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

⇒ 5072000-8 : Service de réparation et d'entretien de chauffage central

Référence à la nomenclature NACRES :

⇒ BE.15 : Réparation et maintenance des installations et équipements de climatisation, ventilation, chauffage et réservoir

**Procédure Formalisée Ouverte en application de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015
et
du Décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 relatif aux marchés publics**

Le présent C.C.A.P est à retourner, après avoir complété la mention ci-dessous.
Je soussigné, Entreprise représentée
par, certifie avoir pris connaissance du présent C.C.A.P.

Date,
Signature

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 – Identification du pouvoir adjudicateur	3
Article 2 - Objet de la consultation	4
2-1-Objet du marché	4
2-2-Modalités de passation et forme du marché	4
2-3- Durée du marché	4
Article 3 - Documents contractuels	4
Article 4 - Opérations de vérifications	4
Article 5 - Prix	4
Article 6 - Avance	5
Article 7 - Facturation	5
7-1-Mode de facturation	5
7-2-Mode de règlement	5
Article 8 - Règlement des différends et des litiges	6
Article 9 - Résiliation	6
Article 10 - Pénalités	7

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Désignation, adresse, téléphone du coordonnateur qui passe le marché au nom du GCSMS :

Les Résidences du Val d'ADOUR (LRVA)
Mr Guillaume TICHANÉ – Directeur général
15 Rue du Bourdalats
65140 Rabastens de Bigorre
Siret 266 500 123 000 10
☎ 05.62.96.62.78

Numéro et date du présent CCAP : CCTP MAPA ECS 2025 - 01

Désignation, adresse, téléphone, mail de la personne habilitée à donner les renseignements :

Administratifs

- Mr Guillaume TICHANÉ – Directeur – ☎ 05.62.96.62.78 ✉ guillaume.tichane@lrva.fr
- Mr Stéphane SALLES – Responsable Achats et Marchés- ☎ 05.62.96.62.78 ✉ stephane.salles@lrva.fr

Désignation, adresse, téléphone du Comptable assignataire :

Trésorerie de Maubourguet – Rue DARICAU - 65700 MAUBOURGUET - ☎ 05.62.96.08.91

Trésorerie d'Argelès – 7 Passage du Parc – 65400 ARGELES-GAZOST – 05.62.97.24.00

Désignation des établissements au nom desquels le marché est passé :

EHPAD & SSIAD - Les résidences du Val d'Adour (LRVA)
15 Rue des Bourdalats
65140 RABASTENS DE BIGORRE

EPAS 65, Etablissement public médico-social autonome
16 Rue de la Castelle
65700 CASTELNAU-RIVIÈRE-BASSE

EHPAD Les Balcons du Hautacam
16 rue du Docteur Bergugnat
65400 ARGELES GAZOST

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

2-1-Objet du marché

Le présent marché a pour objet de définir la maintenance des installations de chauffage, ECS, de climatisation et de ventilation.

2-2-Modalités de passation et forme du marché

La consultation est passée par procédure formalisée ouverte en application de l'Ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et du Décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 relatif aux marchés publics.

Il s'agit d'un marché de service.

Les variantes sont autorisées.

2-3-Durée du marché

Le présent marché est conclu pour **une durée de 3 ans ferme soit du 01/07/2025 au 30/06/2028.**

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés par ordre de priorité décroissante,

Pièces particulières :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seule foi et, ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes ;
- le règlement de consultation ;
- le mémoire technique remis par le titulaire.

Pièces générales :

- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009)

ARTICLE 4 – OPÉRATION DE VÉRIFICATIONS

Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues aux articles 22 et 23 du CCAG FCS.

Suite à ces opérations, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du CCAG FCS par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 5 - PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires. La monnaie de compte du marché est l'Euro au taux légal en vigueur (six chiffres significatifs).

Les prix du marché sont fermes pour la première année et révisables à partir de la seconde année selon la formule suivante en fonction des derniers indices connus à la date de facturation :

$$P'2 = P2 \left(0,15 + 0,70 \frac{ICHT\ IME'}{ICHT\ IME} + 0,15 \frac{FSD2'}{FSD2} \right)$$

P2	Prix forfaitaire fixé au Marché
P'2	Prix révisé
ICHT IME et ICHT IME'	Valeurs initiale et finale de l'indice du Coût Horaire du Travail tous salariés dans les Industries Mécaniques et Électriques publiées au M.T.P.B. ou par l'INSEE.
FSD2 et FSD2'	Valeurs initiale et finale de l'indice Frais et Services Divers, modèle 2, calculées et publiées par le Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment (M.T.P.B.).

Les indices connus à la date de valeur du Marché sont :

Indices	Mois de référence	Valeur
ICHT-IME	Décembre 2023	137,6
FSD2	Avril 2024	168,1

ARTICLE 6 –AVANCE

Il ne sera pas consenti d'avance.

ARTICLE 7 - FACTURATION

7-1-Mode de facturation

Les factures seront établies trimestriellement, auprès de chaque établissement membre (cf Article 1).

7-2-Mode de règlement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique.

Le paiement se fera dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de facture.

Les règlements s'effectueront par mandat administratif, après avoir été déposés sur la plateforme CHORUS PRO, avec virement sur compte bancaire du titulaire figurant dans l'acte d'engagement, sous réserve que les prestations soient conformes aux engagements et qu'aucune erreur ou anomalie n'ait été relevée lors de la vérification de la facture.

Toutefois, la contestation de la demande de paiement, formulée par écrit et dûment motivée suspend le délai de paiement jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

Seul le dépôt des factures sur CHORUS PRO fait foi pour les délais de règlement.

ARTICLE 8 — RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET DES LITIGES

Les différends et litiges se règlent en application des dispositions de l'article 37 du CCAG-FCS.

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de PAU, Villa Noulibos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU CEDEX - Téléphone : 05 59 84 94 40-Télécopie: 05 59 02 49 93-Courriel: greffe.ta-pau@juradm.fr

ARTICLE 9 – RÉSILIATIONS

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 47 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code de travail conformément au 1° du I de l'article 46, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché et selon les dispositions du chapitre 6 du CCAG-FCS.

Le présent marché pourra être résilié en cas d'inexécution des termes du marché par l'une des parties et en particulier :

- Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le contrat en cas d'inexécution des prestations du Titulaire après une mise en demeure d'avoir à effectuer lesdites prestations par **lettre recommandée avec accusé de réception** donnant un délai de 10 jours pour effectuer ces prestations.

ARTICLE 10 – PÉNALITÉS

DISPOSITIONS GENERALES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités figurant ci-après sont applicables sans mise en demeure préalable et sont dues dès le premier euro sans notion de plafonnement.

PRESTATIONS NON CONFORMES	PÉNALITÉS
Non-respect des délais d'intervention	45€ / heure de retard
Le non-respect du passage du technicien sur site suite à une panne	250 €
Non-respect des délais de réparation sauf justification telle que pièce particulières	200 € / jour
Non-respect du planning de maintenance préventive	40€ / jour de retard
Dépassement de nombre de trois pannes par mois entrainant le non-fonctionnement d'une installation	200 €
La non-présence au rendez-vous mensuel (si concerné)	150€
La non-production du compte rendu et le planning de progression de la maintenance préventive	45 €
Le non-renseignement du registre de sécurité, après chaque visite obligatoire	250€

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Le titulaire du marché est responsable, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit, du matériel et du personnel qu'il affecte à l'exécution du marché.

Le titulaire devra justifier, dans les 15 jours suivant la notification du marché, d'une assurance tous risques contractés auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile sur le personnel et son matériel au titre de ce marché. Cette assurance devra couvrir notamment :

- ✓ Les pertes et dommages causés par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- ✓ Les pertes et dommages causés par des tiers, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- ✓ Les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation.

En outre, le titulaire sera tenu d'informer l'administration de toute modification afférente à ses assurances, notamment la résiliation ou le changement de compagnie. En cas d'existence d'une franchise, cette dernière est à la charge intégrale du titulaire.